

APPEL A COMMUNICATION**Les fonds iconographiques et audiovisuels de la Reconstruction en France
de 1940 aux années 1960****Résumé**

L'École nationale supérieure d'architecture de Versailles et les Archives nationales organisent une journée d'études au printemps 2021 qui a pour thème *Les fonds iconographiques et audiovisuels de la Reconstruction en France (1940-années 1960)*.

Parce qu'une image ne parle pas d'elle-même, l'objectif de cette journée sera d'une part de présenter les types de documents iconographiques et audiovisuels en rapport avec la Reconstruction dont sont dépositaires les différentes institutions patrimoniales, tout en appréhendant leur contexte de production et leur richesse.

La journée d'études abordera d'autre part ce que les fonds iconographiques et audiovisuels véhiculent en terme d'informations, tels que les matériaux et la matérialité, la promotion de la Reconstruction, la circulation des modèles étrangers, etc.

Des cas d'usage des fonds iconographiques à des fins de valorisation, d'utilisation innovante pour la recherche, la connaissance historique pourront également être présentés.

Réunissant aussi bien des chercheurs que des archivistes, la journée d'études est également ouverte aux professionnels et opérateurs de terrain aujourd'hui confrontés à l'actualité et au devenir du patrimoine architectural et urbain de la Reconstruction.

Argumentaire

Entre 1940 et 1945, la France subit d'importantes destructions, sans commune mesure avec celles de la Première Guerre mondiale. Au total sont touchés 64 départements, 1850 communes, presque 2 millions d'habitations, des centaines de milliers d'exploitations industrielles et agricoles ainsi que les principales infrastructures de transport.

La Reconstruction est enfin l'occasion pour tous les acteurs de moderniser le cadre bâti de la France, de rattraper cinquante ans de retard en matière de logement et d'aménagement urbain, et de prévoir l'avenir pour les décennies suivantes.

Elle devient l'affaire des architectes, urbanistes, géomètres, chargés après le bilan matériel des destructions de procéder à l'établissement des plans de reconstruction et d'aménagement (PRA), de

superviser et vérifier les projets de construction émanant des architectes d'ilot et d'opération. Il en est de même des ingénieurs qui travaillent sur la voirie, les infrastructures de transports (routes, ponts, ports fluviaux et maritimes, ouvrages d'art), et des entreprises.

Tout cela est figé dans une iconographie particulièrement abondante, produite par ces différents acteurs : photographies, cartes, plans, vues aériennes, affiches, calques, cartes postales anciennes, films, permettant ainsi de croiser échelles et regards.

Depuis les années 1980, les recherches sur cette période ont permis de comprendre comment l'État répond à l'urgence, répare, remembre, mais incite aussi à projeter et à produire différemment, en promouvant de nouveaux systèmes constructifs dans le cadre des chantiers d'expérience notamment.

Ces dernières années, la recherche menée sur le terrain a permis de mettre à jour d'importantes sources et ressources locales, conservées dans les archives municipales et départementales, ou parfois dans des fonds privés, d'associations ou de particuliers. Parallèlement, le versement récent de nouveaux fonds, notamment aux Archives nationales montre l'intérêt de mieux les identifier et les rendre visible au public afin d'en permettre la connaissance et l'exploitation.

Le croisement des recherches de terrain et des sources d'archives précisent qui sont les hommes et femmes de l'art (architectes, urbanistes, ingénieurs, entrepreneurs), mais aussi quelles sont les filiations, les « écoles », ainsi que les parcours et donc la production de ces derniers.

Que trouve-t-on dans les archives, susceptible de documenter le dess(e)in de l'architecte, peut-on confronter les projets de papier à la production « concrète » sur le terrain, peut-on éclairer par ces images la relation entre les ASR, les délégations départementales et le MRU ?

La production de cartes, la prise de vue aérienne (Fonds Henrard ou cartotheque du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme par exemple) permettent de documenter et de saisir l'évolution des villes et parfois des territoires sur une longue période. Elles permettent aussi de comprendre les continuités entre les différentes époques : réaliser par exemple en quoi les plans de reconstruction et d'aménagement (PRA) s'inscrivent dans la lignée des plans d'aménagement, d'extension et d'embellissement (PAEE) produits durant l'entre-deux guerres, en quoi ils révolutionnent la perception des villes et annoncent le développement urbain et territorial des Trente Glorieuses.

Le premier objectif de la journée d'études consiste à faire découvrir les différents types de documents produits, tout en les restituant dans leur contexte politique et administratif.

Quels sont les principaux producteurs d'archives iconographiques et audiovisuels ? Qu'ont-ils produit de spécifique ? Que renseignent ces documents ? Dans quels buts ont-ils été produits : renseigner l'activité de la Reconstruction, la promouvoir, la faire connaître à des fins de propagande et de pédagogie ? Sont-ils produits dans les territoires ? Comment ces documents sont-ils utilisés sur place ? Servent-ils une action locale ?

Comment se repérer dans les nombreux fonds d'archives des différentes institutions ? Où trouver les cartes, plans, vues aériennes, photographies, plans des projets et réalisations ?

Les intervenants pourront aussi présenter brièvement des fonds inconnus jusqu'alors, ou mettre en lumière la production spécifique de documents, de fonds propres à une situation historique, un contexte géographique.

Le deuxième objectif sera de comprendre à quoi servent aujourd'hui ces sources iconographiques et audiovisuelles. Qu'est-ce que ces images de la Reconstruction et du début des Trente glorieuses apportent à la recherche en matière d'histoire de l'architecture, de l'urbanisme, mais aussi des techniques (matériaux nouveaux, innovations technologiques) ?

En quoi ces fonds peuvent-ils être utiles aujourd'hui à la réflexion des professionnels du patrimoine (chargés de protection, agents des unités départementales de l'architecture et du patrimoine ou chargés de valorisation) ?

Qu'est-ce que ce type d'archives apporte comme éclairage aux décideurs locaux (élus, chargés d'urbanisme) ? Peuvent-elles être le « support » de nouveaux projets ? Qu'est-ce qu'elles apportent enfin à la perception qu'ont les habitants et visiteurs de ces villes reconstruites, de leur potentialité patrimoniale ?

Modalités de soumission

Chaque proposition de communication comprendra les informations suivantes :

- Nom et prénom
- Proposition de titre de communication
- Résumé (max. de 2500 signes)
- Courte bio-bibliographie
- Adresse postale
- Numéro de téléphone
- Adresse électronique

Les dossiers devront être renvoyés en fichier joint (format word) à :
archivesreconstruction2021@versailles.archi.fr **au plus tard le 24 juillet2020**

Modalités de sélection

Le comité scientifique sélectionnera les interventions afin d'établir le programme, au plus tard le 28 septembre 2020.

Publication

Une publication des communications est envisagée. A cet effet, l'ensemble des textes et illustrations devra être envoyé au comité scientifique au plus tard 15 jours après la tenue de la journée d'études. Les photos et illustrations accompagnant les textes devront être numérisées en haute définition dans les formats JPEG ou TIFF. L'auteur devra vérifier que les images/figures dont il n'est pas l'auteur sont libres de droits. Dans le cas contraire, il devra en faire la demande auprès du propriétaire de l'image/figure avant de la soumettre au conseil scientifique.

Date de la journée d'études : la journée d'études se tiendra entre mars et avril 2021. La date sera précisée d'ici octobre 2020.

Lieu : Archives nationales, 59 rue Guynemer, 93 380 Pierrefitte-sur-Seine

Comité d'organisation

Christel Palant-Frapier, maître de conférences à l'ENSA de Versailles

Boris Labidurie, responsable des fonds Reconstruction, Urbanisme, Logement, Aménagement du Territoire, aux Archives nationales

Comité Scientifique

- Solange Bidou, chef du département Environnement, Aménagement du Territoire, Agriculture (DEATA) aux Archives nationales
- Gauthier Bolle, maître de conférences à l'ENSA Strasbourg
- Éléonore Buffler, directrice des Affaires culturelles à la Communauté d'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges
- Hélène Caroux, chercheur au Conseil général du 93
- Florence Cornilleau, conservatrice du patrimoine, chercheur au Service patrimoine et inventaire de la région Centre-Val de Loire
- Daniel Coutelier, coordinateur de production et de planification du département expertise, contenus et influence au ministère de la Transition écologique et solidaire
- Yvan Delemontey, enseignant et chercheur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL-TSAM)
- Marc Desportes, ministère de la Transition écologique et solidaire
- Isabelle Duhau, conservatrice en chef du patrimoine à la mission de l'IGPC
- Patrick Février, secrétaire délégué au Comité d'histoire du ministère de la Transition écologique et solidaire
- Patrice Gourbin, maître de conférences à l'ENSA de Rouen
- Boris Labidurie, responsable de fonds pôle Urbanisme Logement Environnement au DEATA Archives nationales
- Clémence Lescuyer, responsable du pôle Urbanisme Logement Environnement au DEATA, Archives nationales
- Éléonore Marantz, maître de conférences à l'université de Paris I
- Emilie d'Orgeix, directrice d'études à l'École pratique des Hautes études
- Christel Palant-Frapier, maître de conférences à l'ENSA de Versailles
- Gilles Ragot, professeur d'Histoire de l'art contemporain à l'université Bordeaux Montaigne
- Camille Tatger, cheffe de la Mission archives, ministère de la Transition écologique et solidaire
- Simon Texier, professeur d'Histoire de l'art contemporain à l'université de Picardie